NOVEMBRE 2014

la Lettre aux Libercourtois

lettre d'information municipale #13

Daniel MACIEJASZ
Maire de Libercourt,
Vice-président du Conseil Général,
Vice-président de la CAHC

Chère Libercourtoise,
cher Libercourtois,

Libercourt est une ville en plein développement. La municipalité œuvre au quotidien pour vous offrir un cadre de vie de qualité et des services publics exemplaires.

Cependant, des incivilités et des cambriolages viennent ternir l'image de notre ville. Des libercourtois se retrouvent, bien malgré eux, victimes d'actes malveillants.

Les élus et moi-même sommes les premiers à déplorer ces événements. Nous ne pouvons pas rester insensibles face au sort des victimes. Aussi, je souhaite, à travers cette « Lettre aux Libercourtois », vous tenir personnellement informés de l'action entreprise par la municipalité et de nos avancées en matière de prévention de la délinquance.

Sachez que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que la situation change mais la marge de manœuvre de la commune reste très limitée.

En effet, la sécurité étant une prérogative de l'Etat, j'ai à de nombreuses reprises alerté ses services afin de leur exposer la situation dans laquelle nous nous trouvons. A mon initiative, des réunions ont été programmées avec le sous-préfet, des commerçants et les services de la ville. Malheureusement, celle-ci ont toujours été déprogrammées par la sous-prefecture et aucune réponse concrète ne nous a été apportée à ce jour.

Soyez assurés de toute ma détermination pour améliorer la situation. Si les services de l'Etat fuient leurs responsabilités, la municipalité a déjà mis en place et va continuer à mettre en œuvre des moyens d'action et de prévention pour faire de Libercourt une ville agréable et sereine.

Votre dévoué,

Votre sécurité au coeur de nos préoccupations !

Aménagements sécurisant les abords de l'école A. Pantigny, boulevard Schumann

Courrier envoyé le 24 juin 2014 au Sous-Préfet

Libercourt, le 24 juin 2014

SOUS PREFECTURE
A l'attention de Monsieur le Sous Préfet
25 rue du 11 Novembre
62300 LENS

Objet : Squat cité du Bois d'Epinoy

Monsieur le Sous-Préfet ,

Depuis près de deux mois, des familles d'origines bulgares et roumaines de la communauté des roms sont arrivées sur la commune de Libercourt et squattent des maisons appartenant à la SA d'HLM Maisons et Cités. J'ai déjà eu l'occasion, à plusieurs reprises, de vous faire part des nombreux problèmes occasionnés tant au niveau des riverains de la cité que de la population Libercourtoise, au vu du comportement adopté par ces personnes.

Je me permets par la présente de vous rappeler que les habitants de la cité dans laquelle se sont installées ces familles sont très âgés, et sont dans un désarroi total au vu du mode de vie de ces personnes. En effet, de nombreux courriers m'ont été adressés relatant la vie nocturne de ces personnes se disputant quotidiennement, vivant dans des conditions d'hygiène très précaires, dormant à plus de dix personnes dans les maisons, agressives avec les riverains, essayant régulièrement d'escalader leur clôture.

Les riverains excédés, reprochent à la municipalité son inefficacité. Or, compte tenu de la situation décrite ci-dessus, que puis-je faire en ma qualité de Maire hormis de demander aux agents de police municipale de veiller à faire respecter les règles élémentaires d'hygiène et sécurité à des personnes qui ne comprennent pas la langue française ?

Je suis parfaitement conscient que ces populations d'origines bulgares et roumaines ont le droit d'entrer en France sans visa, mais les règles d'immigration françaises les obligent à avoir un permis de travail ou un titre de séjour pour rester plus de trois mois en France. Or, à ma connaissance, ces personnes sont sur le territoire depuis plusieurs mois voire plusieurs années.

Enfin, le bailleur, propriétaire des logements squattés a fait parvenir, conformément à la loi, un commandement de quitter les lieux en mai et attend l'action des services préfectoraux afin que les logements soient libérés pour procéder aux rénovations des logements prévues.

Pour toutes les raisons évoquées ci-dessus, et afin d'éviter qu'un drame ne se produise au vu de l'impossible cohabitation, je sollicite votre intervention le plus rapidement possible.

Vous en remerciant par avance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Sous-Préfet, l'expression de mes sincères salutations.

Le Maire

MAIRIE DE LIBERCOURT

Daniel MACIEJASZ

Courrier envoyé le 26 septembre 2014 au Sous-Préfet

Libercourt, le 26 septembre 2014

SOUS PREFECTURE

A l'attention de M. CLAVREUIL
Sous-Préfet
25 rue du 11 Novembre
62300 LENS

Objet : Insécurité

Monsieur le Sous-Préfet ,

Lors de notre entrevue du 22 courant nous avons évoqué les problèmes d'insécurité sur Libercourt. Or, j'ai le regret de vous informer que le 25 septembre, un vol à mains armées a été commis chez un commerçant déjà victime des mêmes faits, il y a quelques mois.

Les commerçants excédés m'interpellent donc à nouveau sur ces problèmes préjudiciables à leur activité, et souhaiteraient vous rencontrer afin d'évoquer ces graves problèmes et trouver des solutions efficaces.

Vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à leur demande, je vous prie d'agréer, Monsieur le Sous-Préfet, l'expression de mes sincères salutations.

Le Maire

Daniel MACIEJASZ

Soutenez
l'Action de la Municipalité
dans sa lutte contre l'insécurité

afin d'obtenir de l'Etat tout le soutien nécessaire
et le classement de Libercourt en Zone de Sécurité Prioritaire

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
e-mail : .....

Signature

Bulletin à retourner en Mairie, au secrétariat du Maire ou par courriel : *mairedelibercourt@libercourt.com*

Le cas des roms : l'Etat doit prendre ses responsabilités !

Quatre logements de la cité du Bois d'Epinoy appartenant au bailleur Maisons et Cité sont squattés par des familles Roms. Après avoir entrepris toutes les actions en notre pouvoir (conteneurs, intervention des agents municipaux et de la Police Municipale…) nous avons sollicité l'intervention de Monsieur le Sous-Préfet et restons sans réponse de sa part ! Nous souhaitons désormais l'action des services judiciaires et préfectoraux afin que les logements soient libérés.

Une police municipale de proximité mobilisée au quotidien pour assurer votre sécurité et favoriser la prévention

Des dispositifs de sécurité dans votre ville

Des caméras de sécurité sur chaque bâtiment municipal pour dissuader les personnes malveillantes de commettre des méfaits mais aussi pour pouvoir les identifier en cas de passage à l'acte.

Les axes de circulation et les abords des établissements publics bénéficient d'aménagements de sécurité (îlots centraux, barrières, éclairage public, ...).

La médiation sociale au cœur de nos préoccupations

Le développement d'une médiation sociale, un modèle efficace pour résoudre les tensions et mettre en relation la population et les institutions.

Directeur de la publication **Daniel MACIEJASZ**
Conception et crédit photo **Service Communication**
Impression **L'Artésienne** - *(Liévin - 62)*
N° ISSN : ***En cours*** - *Dépôt légal 2014*